

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

ROUEN, le

18 OCT. 1999

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par M^{me} GIEL

FG/CB- ☎ 02 32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Télécopie : 02.32.76.54.60

DOSSIER N° 990426

**S.N.C. RENAULT
SANDOUVILLE**

ÉTUDE SIMPLIFIÉE DES RISQUES

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

- ARRÊTÉ -

LE PRÉFET,

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

Les circulaires ministérielles des 3 décembre 1993 et 3 et 18 avril 1996 relatives aux sites et sols pollués,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés réglementant l'usine S.N.C. RENAULT à SANDOUVILLE,

Le courrier du 2 juillet 1999 par lequel l'exploitant déclare un constat de pollution aux xylènes et à l'éthylbenzène dans la "Rue 5" du site de SANDOUVILLE,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 11 août 1999,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 14 septembre 1999,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

Les notifications faites à l'exploitant en août 1999 et

27 SEP. 1999

CONSIDERANT :

Qu'il a été constaté une pollution dans la "rue n° 5" du site RENAULT à SANDOUVILLE mettant en cause, en quantités importantes, des produits dangereux dans un environnement à forte densité humaine, (méthane, xylènes et éthylbenzènes),

Que l'exploitant envisage de réaliser des travaux souterrains dans ce secteur rendus nécessaires par les évolutions du site,

Qu'il est donc indispensable de réaliser une évaluation détaillée des risques présentés et une étude diagnostic approfondi afin de déterminer les mesures à prendre pour la protection de l'environnement et des personnes,

Qu'au vu de la pollution ainsi détectée et la nature des activités exercées sur le site, un risque de contamination sur une autre zone existe,

Qu'il convient donc d'étendre les investigations de recherche de "contamination" sur l'ensemble des terrains RENAULT à SANDOUVILLE,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La S.N.C. RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter, pour son site de SANDOUVILLE, les prescriptions annexées au présent arrêté et relatives à une étude simplifiée des risques.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 18 OCT. 1999

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,
Roger PARENT

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Service



Ernest METRAN

SNC RENAULT SANDOUVILLE

PRESCRIPTIONS ANNEXÉES
A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU

Voilà pour l'arrêté préfectoral
de date du 18 OCT 1999
ROUEN, Is :

LE PRÉFET,

Pour le Préfet de l'arrondissement,
le Secrétaire Général,

18 OCT. 1999

Roger PARENT

A / ÉVALUATION SIMPLIFIÉE DES RISQUES (ÉTAPES A ET B) - ÉTUDE DES SOLS

ARTICLE 1 - OBJET

La société SNC RENAULT SANDOUVILLE, dont le siège social est situé 34, Quai Point du Jour à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter les dispositions du présent chapitre afin d'identifier les éventuelles sources de pollution du sol et du sous-sol sur son site sis Zone Industrielle Portuaire du Havre à Sandouville et d'apprécier les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée qui leur sont associés par le biais d'une évaluation simplifiée des risques. Celle-ci conduira à classer le site soit en classe 3 (« site banalisable » pour l'usage déclaré), soit en classe 2 (« site à surveiller »), soit en classe 1 (« site nécessitant des investigations approfondies »).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux terrains extérieurs à l'emprise du site susvisé qui seraient affectés par une pollution provenant du site.

ARTICLE 2 - CONFORMITÉ DE L'ÉTUDE DES SOLS

L'exploitant réalise une étude des sols du site et de leur impact sur l'environnement conformément au guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués (B.R.G.M. Ed.) du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement suivant la version 1 - juin 1997).

Elle se déroulera suivant l'étape A - actions préliminaires - suivie de l'étape B - investigations complémentaires de terrain.

ARTICLE 3 - CONTENU DE L'ÉTUDE : ÉTAPE A

Cette partie de l'étude comportera notamment :

- L'analyse historique du site, dont l'objectif est de recenser dans un périmètre et une période donnés les différentes activités qui s'y sont succédées, leur localisation précise, les procédés industriels mis en œuvre (matières premières, technique(s) utilisée(s), produits finis, déchets induits, ...), les pratiques de gestion environnementales associées (dépôts de déchets sur site, et hors site dans la mesure où ils peuvent être identifiés, filières d'élimination, ...). Cette analyse historique pourra utilement être complétée par le recueil et l'interprétation de témoignages relatifs aux phases d'exploitation du site (employés, retraités, ...) et explicitant les pratiques environnementales.

- Une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, permettant de préciser les informations propres au site étudié (géologie, hydrogéologie, hydrologie, aménagements et usages surfaciques du sol proches) ou sur site (type d'habitat, d'infrastructures) dont les paramètres qui conditionneront les modes de transfert des polluants (notamment les facteurs ralentissant ou accélérant la migration de ces derniers), et les cibles potentielles (habitations, sources d'alimentation en eau potable, groupes d'individus, ...) susceptibles d'être atteintes.
- Une visite du site et de ses environs immédiats; elle doit porter sur un examen de l'état actuel du site, une vérification des informations acquises au cours des études documentaires, une éventuelle acquisition de données complémentaires (précision sur les lacunes des phases d'étude précédentes, recherche des cibles potentielles), une reconnaissance et une identification des risques et impacts potentiels ou existants, la préparation des futures campagnes de reconnaissance de terrain.

ARTICLE 4 - CONTENU DE L'ÉTUDE : ÉTAPE B

Elle est basée sur les hypothèses formulées au terme de l'étape A conformément au rapport d'étape dont le contenu est précisé article 5 et dépend des cibles identifiées, des milieux à étudier et des polluants potentiels.

L'exploitant réalisera ou fera réaliser tous les prélèvements et analyses nécessaires à la caractérisation sommaire des sources potentielles de pollution et à l'appréciation de leurs impacts éventuels sur l'homme et l'environnement.

Elle comportera notamment :

- L'ensemble des informations, non disponibles au terme de l'étape A, nécessaires à la réalisation de l'évaluation simplifiée des risques, à la conception et au dimensionnement des campagnes d'investigation de terrain à mener dans une phase ultérieure de diagnostic approfondi du site.
- Les prélèvements et analyses représentatifs des milieux à investiguer.

ARTICLE 5 - CONTENU DU RAPPORT D'ÉTAPE

Au terme de l'étape A, l'exploitant remet à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport de synthèse des informations recueillies. Il devra contenir tous les documents aidant à l'analyse, à l'évaluation et aux conclusions établies (ex. : plans détaillés et généraux, compilation de résultats d'analyses accessibles ou réalisées, ...).

Le rapport présentera les informations de façon à permettre une mise en œuvre aisée de la méthode d'évaluation simplifiée des risques. En l'occurrence, il comprendra la liste des polluants potentiels liés aux activités pratiquées sur le site, la liste des déchets / produits identifiés, la liste des sources de pollution, potentielles ou identifiées, enfin le tableau récapitulatif n°3 identifiant les sources de danger potentiel.

Le cas échéant, le rapport proposera les mesures d'urgence, de prévention ou de surveillance que la situation rendrait nécessaire.

Une description des phases de travail et leur coût sera faite et l'ensemble des sociétés opérantes listé.

Sur la base des informations recueillies au cours de l'étape A, une première suggestion de notation, même partielle (critères immuables), des sources de pollution, des vecteurs de transfert, des cibles, et donc du site, pourra être faite par application de la méthode d'évaluation simplifiée des risques du guide national de gestion des sites potentiellement pollués du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Dans ce cas, toutes les grilles de notation renseignées seront annexées au rapport d'étape et les justifications des valeurs des paramètres pris en compte et des milieux retenus pour la notation seront fournies.

À défaut, le rapport mentionnera clairement le plan d'actions complémentaires visant à collecter les données non disponibles au terme de l'étape A dans la perspective de produire l'évaluation simplifiée des risques. Il comprendra toutes les recommandations pour les investigations complémentaires nécessaires, en particulier les investigations de terrain telles que prévues dans l'étape B du guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Ces propositions d'études complémentaires seront présentées pour approbation préalable à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 6 - CONTENU DU RAPPORT DE SYNTHÈSE

Au terme de l'étape B, l'exploitant remet à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport de synthèse des informations recueillies. Il devra contenir tous les documents aidant à l'analyse, à l'évaluation et aux conclusions établies. En particulier les résultats d'analyse sur les prélèvements représentatifs des milieux à investiguer et les références des normes utilisées, lorsqu'elles existent, seront mentionnés. Il fera en introduction un rappel des conclusions obtenues au terme de l'étape A.

Le rapport présentera les informations de façon à permettre une mise en œuvre aisée de la méthode d'évaluation simplifiée des risques. En l'occurrence, il comprendra la liste des polluants potentiels liés aux activités pratiquées sur le site, la liste des déchets / produits identifiés, la liste des sources de pollution, potentielles ou identifiées, enfin le tableau récapitulatif n°3 identifiant les sources de danger potentiel. Il comportera l'évaluation simplifiée des risques et toutes les grilles de notation renseignées seront annexées au rapport et les justifications des valeurs des paramètres pris en compte et des milieux retenus pour la notation seront fournies.

En outre, une description des phases de travaux et leur coût sera faite et l'ensemble des sociétés opérantes listé.

Le cas échéant, les changements apportés au programme d'investigation initial et leur justificatif, les contraintes et difficultés rencontrées seront donnés.

Le cas échéant, le rapport proposera les mesures d'urgence, de prévention ou de surveillance que la situation rendrait nécessaire.

Si le site s'avère être en classe 1, le rapport proposera un plan d'investigations approfondies accompagné des recommandations nécessaires. Ces propositions d'études complémentaires seront présentées pour approbation préalable à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 7 - ÉCHÉANCIER

À la date de notification du présent arrêté, le calendrier des opérations à mener est le suivant :

- Fourniture du rapport d'étape, comprenant éventuellement une proposition d'évaluation simplifiée des risques, dans le délai de 9 mois suivant la notification.
- Définition du contenu de l'étape B : 3 mois supplémentaires,
- Fourniture du rapport de synthèse comprenant l'évaluation simplifiée des risques : 9 mois supplémentaires.

B / DIAGNOSTIC APPROFONDI ET ÉVALUATION DÉTAILLÉE DES RISQUES - ZONE POLLUÉE DITE « DE LA RUE N°5 »

ARTICLE 8 - OBJET

La société SNC RENAULT SANDOUVILLE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 34, Quai Point du Jour à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter les dispositions du présent chapitre pour ce qui concerne la zone polluée dite « de la rue n°5 ».

ARTICLE 9 - ÉTUDE DIAGNOSTIC APPROFONDI

Une étude diagnostic approfondi est réalisée conformément aux points listés ci-après. Les points 4, 5, 6, 8 et 10 suivants sont, a minima, traités par un tiers expert dont le choix est soumis à l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude vise les points suivants :

- 1) l'origine historique de la pollution. Tous les éléments concernant cette origine (quantité et nature des produits mis en cause) seront apportés ;
- 2) la description du site dans son état actuel (situation des bâtiments, état de ceux-ci, ...), avec plans et zonage ;
- 3) la description des différents réseaux qui équipent ou équipaient le site, ainsi que leur état actuel ;
- 4) la situation des différentes sources de pollution, avec leur extension spatiale, par compilation de l'ensemble des données disponibles au travers des reconnaissances déjà entreprises, ainsi que par les données complémentaires nécessaires à la réalisation de l'évaluation détaillée des risques ;
- 5) la caractérisation de ces sources : état physique des polluants rencontrés, nature chimique de ceux-ci, concentrations des polluants ;
- 6) une synthèse de la situation hydrogéologique et hydrologique du site : présence de nappes d'eaux souterraines, sens d'écoulement, liaison de celles-ci avec le réseau d'eaux de surface, protection des nappes d'eaux souterraines, usage de celles-ci (alimentation en eau potable, usage industriel, ...) ;
- 7) la description de l'environnement du site : nature des activités, type de bâtiments (atelier, bureaux) ;
- 8) la définition des cibles sensibles à la pollution (homme, patrimoine bâti, ...) ;
- 9) l'usage actuel et futur du site ;

- 10) la description des modes de transfert des polluants vers les cibles via les milieux (air, eau, sol) et à l'aide notamment, de modèles hydrodispersifs en ce qui concerne le transfert des eaux souterraines ;
- 11) le rapport présente les informations de façon à permettre également une mise en œuvre aisée de la méthode d'évaluation simplifiée des risques. À ce titre, il comporte l'évaluation simplifiée des risques, et toutes les grilles de notations renseignées sont annexées au rapport et les justifications des valeurs des paramètres pris en compte et des milieux retenus pour la notation sont fournies.

ARTICLE 10 - ÉVALUATION DÉTAILLÉE DES RISQUES

Une évaluation détaillée des risques est réalisée par un tiers expert dont le choix est soumis à l'Inspection des Installations Classées.

L'évaluation détaillée des risques doit viser notamment les points suivants :

- les caractéristiques des polluants rencontrés sur le site, caractéristiques toxiques et cancérogènes ;
- la description des scénarios choisis et la justification des choix ;
- la description des voies d'exposition aux polluants et la justification des choix ;
- la quantification des doses journalières absorbées selon les différentes voies d'exposition ;
- la description du modèle d'exposition utilisé ;
- le résultat en termes de risque toxique et cancérogène, avec l'estimation des incertitudes liées à ces résultats ;
- l'avis de l'expert sur l'usage prévu du site en fonction des résultats de l'évaluation détaillée des risques ;
- le cas échéant, la définition des objectifs de traitement sur la base des connaissances scientifiques du moment.

ARTICLE 11

Au vu des conclusions de l'évaluation détaillée des risques (si des actions de réhabilitation s'avèrent nécessaires), l'exploitant propose :

- une stratégie de réhabilitation adaptée au site en indiquant quelles actions peuvent permettre de limiter le risque, le changement d'affectation étant l'une de ces actions, le cas échéant ; Cette stratégie prend en compte les techniques disponibles à un coût supportable, compatibles avec un usage préétabli du site et de son environnement.
- les actions permettant de minimiser les risques d'exposition des hommes, aux différents stades d'intervention sur le site et de réduire les possibilités de contamination de l'environnement, notamment des phases ultérieures de traitement et de réhabilitation du site.

A la demande de l'Inspection des Installations Classées, une expertise de ces propositions peut être demandée. Dans ce cas, le choix du tiers expert est soumis à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 12 - ÉCHÉANCIER

La communication du rapport de l'étude et de l'évaluation détaillée des risques à l'Inspection des Installations Classées doit intervenir dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.